

Communiqué de presse

Strasbourg, le 26 octobre 2012

Une très large majorité des chefs d'entreprise exige le GCO

Résultats de l'enquête d'opinion menée auprès des chefs d'entreprise du Bas-Rhin

La publication par la CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin en septembre 2012, du document « **GCO 2016, tous gagnants** *! » a permis de rouvrir le débat sur les conditions de réalisation du Grand Contournement Ouest de Strasbourg après la décision du gouvernement de retirer au groupe Vinci sa qualité de concessionnaire.

La CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin, la CCI de Région Alsace et la CMA ont été en de nombreuses occasions interpellées par leurs ressortissants pour qui la remise en cause du principe de réalisation du GCO demeurerait incompréhensible alors que celui-ci disposait d'une DUP.

L'enquête TNS SOFRES

Afin de recueillir et d'objectiver le ressenti des chefs d'entreprise du Bas-Rhin sur les conditions de circulation sur l'A35 à hauteur de Strasbourg et l'intérêt du GCO, dans un contexte d'engorgement récurrent de cette composante de l'axe, la CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin en liaison avec la CCI de Région Alsace et la Chambre de Métiers d'Alsace, a fait réaliser du 8 au 16 octobre 2012 par l'institut de sondage TNS SOFRES une enquête téléphonique. Celle-ci a été menée auprès d'un échantillon de 1000 dirigeants représentatif des entreprises et des établissements ressortissants de la CCI et de la CMA à l'échelle du Bas-Rhin. Ce panel a été constitué selon la méthode des quotas en tenant compte de la taille de l'établissement, de son secteur d'activité et de l'arrondissement où il se situe. Ainsi, l'échantillon est bien représentatif des entreprises et des établissements du Bas-Rhin - de Wissembourg à Sélestat- et pas uniquement des territoires traversés par le GCO.

Synthèse des résultats :

- 82% des chefs d'entreprise interrogés jugent mauvaise la situation sur l'autoroute A35 à hauteur de Strasbourg,
- 71% des dirigeants d'entreprise estiment que la situation récurrente d'engorgement de l'A35 impacte l'activité de leur entreprise,
- 81% des dirigeants d'entreprise approuvent le projet de GCO,
- 92% des répondants estiment qu'il faut relancer le projet de GCO. Parmi eux, 72% considèrent que la relance du GCO doit intervenir dans l'année qui vient.

Ces résultats confirment la vocation économique du GCO et démontrent qu'il doit être réalisé dans le cadre de la DUP actuelle valide jusqu'en 2018.

* téléchargeable sur le site : www.strasbourg.cci.fr

Résultats détaillés

1. La situation sur l'autoroute A35 à hauteur de Strasbourg est jugée mauvaise par 82% des chefs d'entreprise interrogés.

Plus précisément, « la situation de la circulation sur l'autoroute A35 à hauteur de Strasbourg pour les gens qui travaillent » est jugée :

- « Très bonne » par 1% des répondants,	Total « bonne » : 9%
- « Assez bonne » par 8% des répondants,	
- « Assez mauvaise » par 28% des répondants,	Total « mauvaise » : 82%
- « Très mauvaise » par 54% des répondants.	

7% des répondants la jugent « ni bonne, ni mauvaise » ; 2% sont « sans opinion ».

La situation récurrente d'engorgement de l'A35 a un impact sur le fonctionnement et l'activité globale des entreprises.

Les chefs d'entreprises interrogés estiment que les embouteillages sur l'A35 ont un impact important sur :

- Leurs déplacements professionnels pour 57% d'entre eux,
- Les déplacements de leurs prestataires et fournisseurs pour 52% d'entre eux
- Les déplacements de leurs salariés pour 50% d'entre eux.

Enfin, cette situation impacte l'activité économique des entreprises pour 71% des dirigeants d'entreprise, cet impact étant :

- « Très important » pour 18% des répondants,	Total « important » : 41%
- « Assez important » pour 23% des répondants,	
- « Peu important » pour 30% des répondants.	

Seuls 29% des chefs d'entreprise interrogés considèrent que les embouteillages sur l'A35 n'ont aucun impact sur l'activité économique de leur entreprise.

2. 81% des dirigeants d'entreprise approuvent le projet de GCO

16% le désapprouvent, 3% sont sans opinion. Ce soutien est très largement majoritaire quels que soient le secteur d'activité ou la localisation de l'entreprise.

Conséquence logique de cet appui au projet, 92 % des répondants estiment qu'il faut relancer le projet.

Pour 92% des chefs d'entreprises, le projet de GCO doit être poursuivi et cette relance peut être réalisée selon deux types de modalités :

- Soit en recommençant le projet afin de lui trouver une solution routière alternative : 34%	Total favorables à la relance du projet de GCO : 92%
- Soit en relançant le projet dans sa conception actuelle le plus vite possible : 58%	

6% des répondants estiment qu'il faut laisser les choses en l'état, 2% sont « Sans opinion ».

Parmi les dirigeants d'entreprises favorables à la relance du projet de GCO (92%), 72 % estiment que celle-ci doit intervenir dans l'année qui vient.

Plus précisément, les chefs d'entreprises partisans du GCO considèrent que le projet doit être relancé :

- Dans l'année qui vient pour 72% des répondants
- Dans les 5 prochaines années pour 25% des répondants
- Dans les 10 prochaines années pour 2% des répondants
- « Sans opinion » : 1%